

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)**

**LOT N°1 ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS**

**Objet de la consultation**

**SERVICES D'ASSURANCES**

# SOMMAIRE

<b>1. PRESENTATION DES RISQUES.....</b>	<b>3</b>
<b>2. CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS » .....</b>	<b>4</b>
<b>3. CONVENTIONS SPECIALES « ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS ».....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 1 – INCENDIE ET RISQUES ANNEXES.....	11
Article 1 – Evénements assurés .....	11
Article 2 – Dommages et pertes assurés .....	13
Article 3 – Responsabilités assurées.....	16
Article 4 – Exclusions spécifiques.....	18
CHAPITRE 2 – BRIS DE MACHINES ET DE BIENS INFORMATIQUES .....	20
Article 5 – Garantie des biens.....	20
Article 6 – Garantie des frais indirects.....	20
Article 7 – Mesures spécifiques aux frais indirects .....	21
Article 8 – Exclusions spécifiques.....	22
CHAPITRE 3 – VOL.....	23
Article 9 – Garantie des biens et archives.....	23
Article 10 – Garantie des fonds et valeurs.....	23
Article 11 – Obligation de sécurité .....	24
Article 12 – Exclusions spécifiques.....	24
CHAPITRE 4 – BRIS DE GLACES .....	26
Article 13 – Etendue de la garantie .....	26
Article 14 – Mesures spécifiques en cas de sinistre .....	26
Article 15 – Exclusions spécifiques.....	26
CHAPITRE 5 – AUTRES DOMMAGES .....	28
Article 16 – Etendue de la garantie .....	28
Article 17 – Exclusions spécifiques.....	28
CHAPITRE 6 – CATASTROPHES NATURELLES .....	30
Article 18 – Objet et fonctionnement de la garantie .....	30
CHAPITRE 7 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES .....	32
Article 19 – Garantie des honoraires d’experts .....	32
Article 20 – Garantie des pertes de recettes et/ou frais supplémentaires d’exploitation .....	32
Article 21 – Définitions .....	32
Article 22 – Exclusions communes.....	33
Article 23 – Estimation après sinistre des biens assurés.....	33
Article 24 – Expertise – sauvetage.....	37
Article 25 – Obligations de l’Assuré en cas de sinistre.....	37
Article 26 – Dispositions diverses.....	38
ADDENDUM - PERTES DE LIQUIDES .....	41
Article 1 – Etendue de la garantie .....	41
Article 2 – Exclusions spécifiques.....	41
<b>4. ANNEXES.....</b>	<b>43</b>

# ***1. Présentation des risques***

---

Les candidats doivent formuler une **offre globale et unique**, conforme aux **Conditions Particulières** et aux **Conventions Spéciales** figurant au dossier de consultation, couvrant l'ensemble des risques définis au titre du présent marché.

Il est précisé que les candidats ont la **faculté d'émettre des réserves**, exclusivement dans le **cadre de réponse technique** annexé à l'acte d'engagement.

Toutefois, le **refus du Cahier des Clauses Techniques Particulières sera considéré comme rendant l'offre irrégulière**, au sens des règles applicables à la commande publique, et entraînera **son rejet**.

**Les Conditions Particulières** et les **Conventions Spéciales**, formant le Cahier des Clauses Techniques Particulières, prévalent, dans la mesure où elles sont plus **favorables** à l'assuré, sur toute autre disposition de l'Assureur, notamment les Conditions Générales et les annexes. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les documents contractuels, les dispositions des Conditions Particulières et des Conventions Spéciales seront considérées comme applicables, sous réserve qu'elles présentent un caractère plus favorable pour l'assuré.

## **2. Conditions Particulières « Assurance Dommages aux biens »**

---

### **2.1. Assuré**

**LE FOYER STEPHANAIS**

**42 BIS, AVENUE AMBROISE CROIZAT  
BP20  
76801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX**

Représenté par son Directeur Général en exercice.

Agissant tant pour son compte que pour celui :

- de ses sociétés qui composent le groupe ;de ses sociétés, services, associations, groupements et entités, SCI présentes et à venir, liés à son activité, ainsi que pour celui de qui il appartiendra ;
- de toute société pour laquelle il demandera le rattachement au présent contrat ;
- de toute société, filiale, association dont le patrimoine est géré par le souscripteur et/ou pour lesquelles ce dernier agit en qualité de prestataire de services et/ou dont il assume la gestion ou la gérance ;
- du propriétaire foncier des parcelles sur lesquelles seront réalisées des constructions sur terrains d'autrui ;
- de qui il appartiendra (groupements et associations tels que comité de fêtes, associations sportives, coopératives, comité d'entreprise et d'établissement ainsi que toute personne substituée aux organes représentatifs de l'Assuré) ;
- les associations de locataires, les associations syndicales ou les associations foncières urbaines, créées ou à créer dans les ensembles immobiliers assurés, les associations d'occupants.

### **2.2. Situation des risques**

Ensemble du patrimoine géré ou non par l'acheteur public.

### **2.3. Objet de la garantie**

Les biens assurés comprennent :

- Les immeubles appartenant à l'Assuré, détenus en pleine propriété ou en copropriété, qu'ils soient loués, sous-loués ou placés sous sa garde juridique ;
- Les immeubles en attente, en cours de réhabilitation, de rénovation ou de démolition ;
- Les immeubles appartenant à des tiers mais gérés par l'Assuré, le contrat intervenant en complément ou à défaut des garanties souscrites par les propriétaires.

Le présent contrat a ainsi pour objet de garantir l'ensemble des locaux occupés ou non par l'Assuré, notamment :

- les immeubles à usage d'habitation avec parkings (y compris sols amortissants en caoutchouc),
- les garages individuels,
- les locaux commerciaux,
- les ateliers d'entretien,
- les bureaux,
- ainsi que toutes leurs dépendances.

Sont également garantis les biens dont l'Assuré a la propriété, la garde ou dont la charge d'assurance lui incombe, que ce soit en vertu d'un mandat écrit ou non.

Sont en outre considérés comme biens assurés les éléments extérieurs situés sur le lieu d'assurance, dans l'enceinte de la propriété ou de la copropriété, à savoir :

- Les arbres : en cas de tempête, la garantie s'applique uniquement en cas de déracinement ou de bris du tronc. L'indemnisation est limitée à 25 000 € et correspond aux frais de reconstitution, incluant l'égavage, le déblaiement, le dessouchage, le coût des plants et les frais de replantation ;
- Les serres et pergolas, dès lors qu'elles sont scellées ou ancrées au sol ;
- Les clôtures, y compris les clôtures végétales ;
- Les aménagements extérieurs non solidaires des bâtiments, tels que les voies d'accès et de circulation privées, les parkings extérieurs non couverts, les terrasses (hors toitures) et leurs escaliers, ainsi que les installations d'éclairage et de signalisation, y compris les enseignes lumineuses ;
- Les équipements techniques extérieurs, notamment les moteurs et installations électriques destinés à l'ouverture des portails ou aux systèmes de climatisation ;
- Les bassins et piscines enterrés construits en matériaux résistants, ainsi que les courts de tennis ;
- Les installations sportives ou récréatives de plein air, dès lors qu'elles sont fixées au sol.

Le contrat prévoit une garantie automatique des risques nouveaux.

À ce titre, les augmentations de valeurs résultant de constructions, d'adjonctions, de remplacements, d'acquisitions ou de locations de biens (bâtiments et contenu) intervenant en cours d'exercice sont couvertes sans déclaration préalable.

Le souscripteur s'engage toutefois à informer l'assureur de ces évolutions, au plus tard lors de la mise à jour annuelle, réalisée dans le trimestre suivant l'échéance.

## 2.4. Montant des garanties et franchises

### GARANTIES ACCORDÉES

(En référence des Conventions Spéciales « Assurance Dommages aux biens »)

#### 2.4.1 – Solution de base (Référence obligatoire)

La solution de base inclut les garanties suivantes, avec des franchises et limitations définies dans le tableau ci-dessous.

Tout candidat doit répondre à **cette solution minimale**, sous peine de rejet de l'offre.

EVENEMENTS GARANTIS	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISES
---------------------	-----------------------	------------

Incendie Explosions – Implosions Foudre Tempête Grêle Poids de la neige Choc de VTM Chute d'avion – Mur du son	LCI	3 000 €
Dommages Electriques	400 000 €	3 000 €
Dégâts des eaux	LCI	3 000 €
Recherche de fuite	40 000 €	Néant
Infiltrations par façades	LCI	3 000 €
Canalisations enterrées	40 000 €	3 000 €
Refoulement d'égouts	40 000 €	3 000 €
Fuite de sprinklers	LCI	3 000 €
Coût de l'eau perdue	30 000 €	3 000 €
Pertes de liquides	30 000 €	3 000 €
Détériorations immobilières	LCI	3 000 €
Vol – Détournement des biens mobiliers assurés et valeurs	400 000 €	3 000 €
Vol et Perte – Détournement des loyers et des charges	150 000 €	3 000 €
Actes de vandalisme	400 000 €	3 000 €
Bris de glaces y compris les frais de pose et de dépose	12 000 €	3 000 €
Frais de gardiennage	30 000 €	Néant
Frais de clôture provisoire	30 000 €	Néant
Informatique et Bris de machines	270 000 €	3 000 €
Portables	30 000 €	300 €
Frais de reconstitution des informations	30 000 €	Néant
Frais supplémentaires d'exploitation	30 000 €	Néant
Garantie des pertes financières	150 000 €	Néant
Effondrement / Autres Dommages	400 000 €	10 000 €/3 000 €
Attentats – Émeutes et Mouvements populaires	LCI	Néant
Catastrophes Naturelles	LCI	Selon arrêté
Risques technologiques	LCI	Néant
Valeur à neuf - A concurrence d'un coefficient de vétusté de 33%		

EVENEMENTS GARANTIS	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISES
<b>Frais et Pertes accordées</b>		
Honoraires d'expert	10 % du montant des dommages	Néant
Honoraires d'architectes	Montant des frais	Néant
Honoraires ingénierie et de contrôle et coordination sécurité	Montant des frais	Néant
Assurance Construction (Dommages – Ouvrage, CNR...)	Montant de la prime	Néant
Frais de déplacement et de relogement	Montant des frais	Néant
Frais de démolition, de déblais, de décontamination	Montant des frais	Néant
Frais de secours – Sauvetage et de pompage	Montant des frais	Néant
Frais de gardiennage	Montant des frais	Néant
Frais de mise en conformité	Montant des dommages	Néant

Pertes indirectes	A concurrence de 10 % du montant des dommages	Néant
Perte de loyers	Montant de 2 années de loyers	Néant
Perte d'usage	Montant de 2 années de loyers	Néant
Reconstitution des archives	250 000 €	Néant
Taxe d'encombrement du domaine public	Montant de la taxe	Néant
Pertes d'exploitation, pertes de recettes et frais supplémentaires	2 000 000 €	3 jours
Frais de gestion de crise	45 000 €	Néant
<b>Responsabilités accordées - Article 3</b>		
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) <b>10.000.000 €</b>		
<b><u>Dont</u></b>		
<b>Recours des voisins et des tiers</b>	<b>5 000 000 €</b>	Néant
<b>Recours des locataires</b>	<b>5 000 000 €</b>	Néant
<b>Trouble de jouissance</b>	<b>1 000 000 €</b>	Néant
<b>Risques locatifs</b>	<b>illimité</b>	Néant
<b>Responsabilité « propriétaire d'immeubles »</b> Dont - Dommages matériels et immatériels consécutifs - Responsabilité Civile Vol - Défense (seuil d'intervention fixé à 380 €)	<b>5 000 000 €</b>	Néant

## 2.4.2 – Variante exigée n°1 & n°2

La variante exigée inclut les garanties suivantes, avec des franchises et limitations définies dans le tableau ci-dessous.

Tout candidat doit répondre à **cette variante exigée** , sous peine de rejet de l'offre.

EVENEMENTS GARANTIS	MONTANT DES GARANTIES	FRANCHISES VARIANTE 1	FRANCHISES VARIANTE 2
Incendie Explosions – Implosions Foudre Tempête Grêle Poids de la neige Choc de VTM Chute d'avion – Mur du son	LCI	<b>5 000 €</b>	<b>10 000 €</b>
Dommages Electriques	400 000 €	4 500 €	4 500 €
Dégâts des eaux	LCI	1 500 €	1 500 €
Recherche de fuite	40 000 €	Néant	Néant
Infiltrations par façades	LCI	1 500 €	1 500 €
Canalisations enterrées	40 000 €	1 500 €	1 500 €
Refoulement d'égouts	40 000 €	1 500 €	1 500 €
Fuite de sprinklers	LCI	1 500 €	1 500 €
Coût de l'eau perdue	30000 €	1 500 €	1 500 €
Pertes de liquides	30 000 €	1 500 €	1 500 €
Détériorations immobilières	LCI	4 500 €	4 500 €
Vol – Détournement des biens mobiliers assurés et valeurs	400 000 €	4 500 €	4 500 €
Vol et Perte – Détournement des loyers et des charges	150 000 € 400 000 €	4 500 €	4 500 €
Actes de vandalisme		4 500 €	4 500 €
Bris de glaces y compris les frais de pose et de dépose	30 000 € 30 000 €	4 500 € Néant	4 500 € Néant
Frais de gardiennage	30 000 €	Néant	Néant
Frais de clôture provisoire			
Informatique et Bris de machines	270 000 €	1 500 €	1 500 €
Portables	30 000 €	300 €	300 €
Frais de reconstitution des informations	30 000 €	Néant	Néant
Frais supplémentaires d'exploitation	30 000 €	Néant	Néant
Garantie des pertes financières	150 000 €	Néant	Néant
Effondrement / Autres Dommages	400 000 €	10 000 €/ <b>3 000 €</b>	10 000 €/ <b>6 000 €</b>
Attentats – Émeutes et Mouvements populaires	LCI	Néant	Néant
Catastrophes Naturelles	LCI	Selon arrêté	Selon arrêté
Risques technologiques	LCI	Néant	Néant
Valeur à neuf - A concurrence d'un coefficient de vétusté de 33%			

**L'ensemble des franchises est non indexé.**



<b>EVENEMENTS GARANTIS</b>	<b>MONTANT DES GARANTIES</b>	<b>FRANCHISES VARIANTE 1 ET 2</b>
<b>Frais et Pertes accordées</b>		
Honoraires d'expert	5 % du montant des dommages	Néant
Honoraires d'architectes	Montant des frais	Néant
Honoraires ingénierie et de contrôle et coordination sécurité	Montant des frais	Néant
Assurance Construction (Dommages – Ouvrage, CNR...)	Montant de la prime	Néant
Frais de déplacement et de relogement	Montant des frais	Néant
Frais de démolition, de déblais, de décontamination	Montant des frais	Néant
Frais de secours – Sauvetage et de pompage Frais de gardiennage	Montant des frais	Néant
Frais de mise en conformité	Montant des dommages	Néant
Pertes indirectes	A concurrence de 10 % sans justificatif ou de 15 % avec justificatifs	Néant
Perte de loyers	Montant de 2 années de loyers	Néant
Perte d'usage	Montant de 2 années de loyers	Néant
Reconstitution des archives	250 000 €	Néant
Taxe d'encombrement du domaine public	Montant de la taxe	Néant
Pertes d'exploitation, pertes de recettes et frais supplémentaires	2 000 000 €	3 jours
Frais de gestion de crise	45 000 €	Néant
<b>Responsabilités accordées - Article 3</b>		
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) <b>10 000 000 €</b>		
<b><u>Dont</u></b>		
<b>Recours des voisins et des tiers</b>	<b>5 000 000 €</b>	Néant
<b>Recours des locataires</b>	<b>5 000 000 €</b>	Néant
<b>Trouble de jouissance</b>	<b>1 000 000 €</b>	Néant
<b>Risques locatifs</b>	<b>illimité</b>	Néant
<b>Responsabilité « propriétaire d'immeubles »</b> Dont	<b>5 000 000 €</b>	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs	4 500 000 €	
- Responsabilité Civile Vol	50 000 €	
- Défense (seuil d'intervention fixé à 380 €)	15 000 €	

## **2.5. Clauses particulières : Ouvrages en cours de construction ou de réhabilitation**

Dès leur mise en chantier, les ouvrages en cours de construction et/ou non encore réceptionnés, sont garantis dans les conditions définies ci-dessous, sachant que l'assuré est dispensé de toute déclaration préalable, les garanties étant acquises automatiquement.

### **2.5.1 – Évènements garantis :**

- A compter de la mise en chantier des ouvrages :  
Incendie, explosion, chute de la foudre, chute d'appareils de navigation aérienne, effondrement, attentats, catastrophes naturelles, responsabilité civile.
- En cours de construction et/ou non encore réceptionnés :  
Incendie, explosion, chute de la foudre, chute d'appareils de navigation aérienne, tempêtes – ouragans – cyclones, grêle – poids de la neige, effondrement, attentats, catastrophes naturelles, responsabilité civile.
- Dès que les ouvrages sont clos et couverts avec portes et fenêtres fixées à demeure :  
Incendie, explosion, chute de la foudre, chute d'appareils de navigation aérienne, tempêtes – ouragans – cyclones, grêle – poids de la neige, effondrement, autres dommages, vol, vandalisme, dégâts des eaux, bris de glaces, attentats, catastrophes naturelles, responsabilité civile.

### **2.5.2 – Dommages donnant lieu à l'indemnisation :**

- Avant la date de réception ou de première occupation :  
Les dommages causés aux biens assurés y compris les matières premières destinées à la construction, qui se trouvent sur le chantier ou à proximité, le recours des voisins et des tiers, les honoraires d'expert, les pertes indirectes, valeur à neuf, les frais de déplacement et de remplacement, les frais de déblais de secours et les frais de sauvetage.
- A compter de la date de réception ou de première occupation :  
Intégralité des garanties acquises.

### **3. Conventions Spéciales « Assurance Dommages aux biens »**

---

#### **Chapitre 1 – Incendie et risques annexes**

##### **Article 1 – Evénements assurés**

La garantie s'applique aux dommages et responsabilités résultant de l'un des événements suivants :

- Incendie, explosions, chute de la foudre ;
- Dommages électriques ;
- Risques spéciaux : tempêtes, grêle et poids de la neige, de la glace, de l'eau sur les toitures ; fumées, chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux, choc d'un véhicule terrestre identifié ou non , franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne, dégâts des eaux et gel, actes de vandalisme et attentats.

##### **1.1. L'incendie**

Combustion avec ou sans flamme en dehors d'un foyer normal.

La garantie s'étend aux dommages et pertes :

- causés par la fumée résultant de l'action directe du feu ;
- occasionnés par les installations d'extincteurs automatiques (sprinklers, etc), par les secours et les mesures de sauvetage survenus dans les biens de l'Assuré ou ceux d'autrui, ainsi que par l'utilisation des produits extincteurs (eau, émulseur, gaz, poudre, etc).

Elle s'étend obligatoirement aux frais et pertes des produits d'extinction consécutifs à un sinistre, un acte de malveillance, un déclenchement intempestif des dispositifs d'extinction automatique.

##### **1.2. Les explosions**

Actions subites et violentes de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeur.

La garantie s'applique aux explosions et implosions de toute nature ainsi qu'aux coups d'eau des appareils à vapeur.

##### **1.3. La chute de la foudre**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés directement ou indirectement par la foudre.

##### **1.4. Les dommages électriques**

Dommages atteignant les appareils, machines, moteurs électriques et électroniques, leurs accessoires et matériels périphériques, les canalisations électriques et résultant :

- de l'incendie ou des explosions prenant naissance à l'intérieur de ces objets ;
- des accidents d'ordre électrique affectant ces objets, y compris les dommages dus à la chute de la foudre ou à l'influence de l'électricité atmosphérique.

### **1.5. Les tempêtes, grêle et neige sur les toitures**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par l'action directe :

- du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent,
- de la grêle sur les toitures,
- du poids de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures, chéneaux et gouttières.

Lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque sinistré ou dans les communes avoisinantes.

Cette garantie s'étend en outre aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige, la grêle, la glace ou l'eau lorsque cette pluie, cette neige, cette grêle ou cette eau pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré – ou renfermant les objets assurés – du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe du vent, de la grêle sur les toitures ou de la neige, de la glace ou de l'eau accumulée sur les toitures et à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré.

Sont considérés comme constituant un seul et même sinistre, les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

### **1.6. Les fumées**

Dommages causés par des fumées dues à une défectuosité soudaine et imprévisible d'un appareil quelconque.

### **1.7. La chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc ou la chute d'appareils de navigation aérienne, de missiles, d'engins spatiaux ou volants, la chute d'une partie de ces biens ou d'objets tombant de ceux-ci, ainsi que par les ondes de choc dues au franchissement du mur du son.

### **1.8. Le choc d'un véhicule terrestre**

Dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés par le choc d'un véhicule terrestre quelconque (identifié ou non).

### **1.9. Les dégâts des eaux et le gel**

Dégâts des eaux et autres liquides provenant notamment :

- des canalisations souterraines et non souterraines,
- de tous appareils fixes ou mobiles à effet d'eau, de vapeur, de chauffage ou de climatisation, y compris les dispositifs automatiques d'extinction,
- de la rupture ou de l'engorgement des chéneaux ou des conduits d'évacuation des eaux pluviales, mais aussi du refoulement des eaux,
- des infiltrations au travers des toitures, façades, terrasses, balcons ou ciels vitrés ou système d'ouverture des bâtiments, des joints d'étanchéité au pourtour des installations sanitaires ou des carrelages,
- de l'intervention des services publics de secours et de sauvetage,
- des eaux de ruissellement,
- de pertes de liquides (notamment pertes d'eau).

La garantie est étendue aux dommages causés par le gel des appareils à effet d'eau, de vapeur, de chauffage ou de climatisation, des conduites souterraines et non souterraines.

La garantie s'applique également aux frais et pertes entraînés par les dégradations nécessitées par les recherches de fuites, les frais de pompage, de dégorgement et de perte d'eau, les frais de réparation des conduites endommagées.

L'Assuré s'oblige à :

- maintenir les installations d'eau et les toitures dont il a la charge en bon état d'entretien,
- arrêter lors des périodes de gel, l'alimentation en eau si les locaux ne sont pas chauffés et occupés pendant plus de 3 jours consécutifs.

Aucune réduction d'indemnité ne sera appliquée en cas de non-respect de ses dispositions.

#### **1.10. Les actes de vandalisme et attentats**

Domages causés à l'occasion d'actes de vandalisme y compris les inscriptions peintes sur les murs à l'extérieur, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage et d'attentats, ainsi que ceux causés par toute Autorité légalement constituée, du fait des mesures prises à l'occasion des événements ci-dessus pour la sauvegarde ou la protection des biens assurés.

L'Assuré s'engage, en cas de sinistre, à accomplir dans les délais réglementaires auprès des Autorités, les démarches relatives à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur.

## **Article 2 – Dommages et pertes assurés**

La garantie s'applique aux dommages et pertes suivants :

#### **2.1. Les bâtiments**

C'est-à-dire tous bâtiments construits ou en cours de construction, avec toutes leurs annexes et dépendances, ainsi que leurs aménagements et installations intérieurs ou extérieurs, réputés immeubles par nature, par incorporation ou par destination (sans exclure ceux réalisés par l'Assuré en sa qualité de locataire ou d'occupant à titre gratuit), y compris les panneaux photovoltaïques, panneaux et capteurs solaires, les clôtures et murs d'enceinte et de soutènement, les canalisations enterrées, les installations sportives ou récréatives en plein air, les installations d'éclairage, ainsi que les locaux modulaires, chapiteaux ou structures gonflables utilisés par l'Assuré pour ses besoins professionnels.

Sont assimilés à ces biens : les aménagements immobiliers ou mobiliers (y compris les peintures et vernis, revêtements de boiseries, faux plafonds) tels que les installations privatives de chauffage ou de climatisation, installation de distribution de gaz, d'eau, d'électricité les équipements tels que volets, antennes, amplificateurs et câbles de télévision, câbles de téléphonie, gouttières, chenaux, persiennes, châssis ouvrants, panneaux solaires, ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond :

- qui ont été exécutés aux frais du propriétaire,
- ou qui, exécutés aux frais d'un locataire, sont devenus la propriété du bailleur.

Les aménagements exécutés aux frais d'un locataire deviennent la propriété du bailleur, soit au cours du bail si celui-ci prévoit qu'ils le deviennent dès leur exécution, soit à l'expiration du bail si celui-ci est muet sur ce point, soit au départ du locataire.

**Le tout sans aucune exception ni réserve, l'assureur ne pouvant se prévaloir d'une non dénomination quelconque.**

La garantie "Bâtiments" et "Génie civil" comprend d'office :

- a) les frais de démolition, déblai, fouille, ainsi que les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées par décision administrative, à concurrence du montant des frais exposés ;
- b) les frais de clôture provisoire et de gardiennage qui seraient nécessaires avant la reconstruction ;
- c) Les honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordonnateur de sécurité, les débours du B.E.T. de l'Assuré à condition qu'ils fassent l'objet d'une facturation interne, l'indemnité à la charge de l'assureur affectant les biens garantis tiendra compte du remboursement des frais ainsi exposés, et pour autant que ce remboursement ne soit supérieur à celui qui aurait été demandé par une société d'ingénierie extérieure au titre de la même mission
- d) les frais nécessités par une mise en état des lieux en conformité avec la Législation et la Réglementation en matière de construction à concurrence des frais réellement engagés ;
- e) les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, relatifs aux biens assurés et au terrain et sous-sol sur lesquels sont situés ces biens, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- f) le remboursement des primes d'assurance "Construction" ("Dommages-Ouvrage", "Tous Risques Chantier", "R.C. C.N.R.") afférentes à des travaux de bâtiments rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre garanti ; ce remboursement est subordonné au paiement effectif de ces primes d'assurance et ne peut être supérieur à 2,50% de l'indemnité de sinistre sur "Bâtiments", ni au montant des primes effectivement payées.

## **2.2. Les ouvrages de génie civil**

C'est-à-dire :

- les ponts, passerelles, passages, tunnels, galeries, châteaux d'eau et autres ouvrages d'art,
- les routes, pistes, chemins de roulement, voies de circulation diverses, aires de stationnement et autres ouvrages de voirie (couches de fondation et revêtement compris), embranchements particuliers de voies ferrées et équipements ferrés à l'intérieur des établissements assurés,
- les barrages, digues, jetées, châteaux, canaux, écluses, bassins, formes de radoub, cales de halage (slipways), quais, appontements, ducs d'Albe, terre-pleins et autres ouvrages portuaires ou de protection du littoral,
- les prises d'eau, réservoirs, puits et autres ouvrages de prélèvement des eaux souterraines et des eaux de surface,
- les ouvrages d'assainissements (dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluie) et réseaux divers souterrains (dont l'accès nécessite des travaux de terrassement, tels que notamment alimentation en eau, gaz et électricité, téléphone),
- les ouvrages de retenue de massifs de terre, remblais, aménagements et protection de berges, fondations de toute nature, ouvrages de drainage et d'assèchement des sols,
- les lignes aériennes extérieures servant au transport et à la distribution d'électricité, téléphone, ainsi que leurs supports dans l'enceinte des établissements de l'Assuré.

## **2.3. Le contenu**

C'est-à-dire :

- a) les aménagements et embellissements immobiliers réalisés par l'Assuré en sa qualité de locataire ou d'occupant à titre gratuit, ainsi que les aménagements et embellissements mobiliers notamment des résidences étudiantes ;
- b) le mobilier et les matériels professionnels, les outillages, les marchandises, les emballages, les fournitures de bureau, les approvisionnements et liquides énergétiques, le tout sans aucune exception, ni réserve ; ces biens sont garantis en tous lieux ;

- c) les effets personnels et objets divers utilisés dans l'exercice de l'activité et appartenant tant au personnel qu'aux visiteurs, aux locataires, et pour ces derniers, à défaut ou en complément des garanties qu'ils ont pu souscrire par ailleurs.

La garantie "Contenu" comprend d'office :

- a) le coût des pièces de rechange et des fournitures, les frais de transport y compris ceux par avion ou par voie expresse dans la mesure où ils sont réellement exposés, ainsi que les frais de douane éventuels ;
- b) les frais de main d'œuvre, y compris pour travaux exécutés en dehors des heures normales, en heures supplémentaires de nuit ou de jours fériés, ainsi que les frais de déplacement et de séjour des techniciens ;
- c) les frais de garde-meubles (transport compris), de déplacement, de déblai, de retraitement, de sauvetage et de réinstallation, à concurrence de 5% de la valeur assurée sur "Contenu" ;
- d) les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- e) les loyers relatifs aux biens donnés en location (ou location-vente) à l'Assuré et venant à échéance suite à un sinistre entraînant la mise hors service de ces biens, ainsi que les indemnités de gérance libre ;
- f) Les conséquences des pénalités mises à la charge de l'Assuré dans le cadre d'un contrat E.J.P. (Effacement des Jours de Pointe), à la suite de la défaillance de son groupe électrogène et/ou de ses équipements et consécutifs à un sinistre garanti.

#### **2.4. La perte d'usage**

La perte d'usage représente tout ou partie de la valeur locative des locaux occupés par l'Assuré, en cas d'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie de ces locaux, ainsi que le loyer ou l'indemnité d'occupation exposé par l'Assuré pour des locaux de remplacement.

Elle joue pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite de deux années de loyer, à compter du jour du sinistre.

#### **2.5. La perte des loyers et charges**

La perte des loyers s'applique aux loyers des locataires ou sous-locataires dont l'Assuré peut, comme propriétaire ou locataire principal, se trouver légalement privé.

Elle joue pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite de deux années de loyers et charges à compter du jour du sinistre.

#### **2.6. La reconstitution d'archives et de documents**

La reconstitution s'applique aux dossiers, livres comptables, registres, fichiers, archives, modèles, dessins, plans, clichés, microfilms, moules, gabarits, listings, bandes, disques et tambours magnétiques, CD Rom, tout support informatique porteur d'informations, et plus généralement, tous documents commerciaux, administratifs et techniques nécessaires à l'activité professionnelle.

La garantie concerne les frais effectivement engagés pour reconstituer ou remplacer les supports matériels, reconstituer l'information et la reporter sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

#### **2.7. Les intérêts d'emprunt**

La garantie s'applique au remboursement des intérêts de l'emprunt que l'Assuré pourrait contracter en cas de sinistre, pour compenser la différence entre l'indemnité de sinistre calculée T.V.A. exclue et l'indemnité qui aurait été due si les biens avaient été garantis T.V.A. comprise.

L'indemnité ne peut excéder la totalité des intérêts afférents à la durée de l'emprunt, tels qu'ils résulteront d'une attestation délivrée par l'établissement prêteur ; elle est payable dès que l'emprunt a été contracté.

L'emprunt dont la durée ne saurait excéder 5 ans doit être contracté auprès d'un organisme bancaire membre de l'Association Professionnelle des Banques ; le taux ne peut en aucun cas excéder le taux maximum autorisé par la Loi ou les Règlements en vigueur.

La garantie est étendue au remboursement des intérêts d'emprunts souscrits par l'Assuré afin de financer les avances des indemnités dues contractuellement aux sociétés de crédit, de leasing, crédit-bail ou organismes similaires, propriétaires de bien utilisés et/ou occupés par l'Assuré.

La durée des emprunts ne saurait excéder 8 ans. Les emprunts doivent être contractés dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

## **2.8. Les pertes indirectes**

Au titre de cette garantie, l'Assureur paye à l'Assuré une somme égale au pourcentage de l'indemnité versée au titre du présent contrat et avant franchise éventuelle, pour les dommages causés aux "Bâtiments" et / ou aux autres biens ; ce pourcentage est à concurrence de 10 % sans justificatif ou de 15 % avec justificatifs.

Cette indemnité "Pertes Indirectes" peut se cumuler éventuellement avec d'autres indemnités "Frais Supplémentaires" et "Pertes d'Exploitation".

L'assureur indemniserà l'Assuré des pertes et frais engagés de sa propre autorité ou suite à la demande des autorités, y compris à la suite de tout évènement faisant l'objet d'un arrêté interministériel constatant l'état de « Catastrophes Naturelles ».

## **Article 3 – Responsabilités assurées**

Les garanties du présent paragraphe sont accordées d'office au titre de la présente police. Sont assurées les conséquences pécuniaires des responsabilités encourues par l'Assuré, que l'Assuré soit propriétaire, locataire ou gardien à quelque titre que ce soit. Il est en outre précisé que les assurés sont tiers entre eux au titre du présent article.

### **Responsabilité de l'Assuré en sa qualité de locataire, sous-locataire ou occupant à l'égard du propriétaire des biens :**

#### **3.1 Responsabilité Locative**

La responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire pour les dommages matériels et immatériels consécutifs affectant les bâtiments, les mobiliers et matériels loués ou confiés à quelque titre que ce soit, même temporairement ou même partiellement pour les bâtiments.



Il est ainsi précisé que dans le cas de pluralité d'occupants, la responsabilité du locataire ou de l'occupant à l'égard du propriétaire est acquise pour les dommages matériels et immatériels consécutifs affectant la partie du bâtiment qu'il n'occupe pas.

La garantie est en outre étendue aux frais de nettoyage des biens, des sols et terrains du propriétaire et éventuellement des colocataires y compris la décontamination, l'élimination ou la destruction de tous produits toxiques ou contaminants ainsi que ceux exposés pour leur transfert jusqu'au lieu de stockage ou de traitement.

Lorsque le bâtiment est occupé par un ou plusieurs colocataires, la présente garantie "Risques Locatifs" comprend d'office les dommages matériels et immatériels pour "Troubles de jouissance".

### **3.2 Responsabilité "Perte des loyers"**

Il s'agit de la responsabilité que l'Assuré peut, comme locataire, sous-locataire ou occupant encourir à l'égard du propriétaire pour le loyer de ses locaux et les charges afférentes, pour celui de ses colocataires et pour la perte d'usage des locaux occupés par le propriétaire.

Cette garantie ne s'exerce que pendant le temps nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés et dans la limite de la durée indiquée aux Conditions Particulières à compter du jour du sinistre. La durée d'indemnisation intègre le temps nécessaire à l'instruction du dossier, outre le temps nécessaire à la réparation, à partir du moment où l'Assuré aura été mis en situation de réparer.

La garantie s'applique également aux recours des bailleurs, sociétés de leasing ou de bail à construction pour les loyers de l'Assuré.

### **3.3 Responsabilité "Trouble de Jouissance "**

La responsabilité que l'Assuré en sa qualité de locataire peut encourir à l'égard du propriétaire pour les dommages matériels occasionnés à un ou plusieurs colocataires et les dommages immatériels qui en sont la conséquence.

## **Responsabilité de l'Assuré en sa qualité de propriétaire à l'égard du locataire :**

### **3.4 Recours des locataires**

La responsabilité que l'Assuré, en sa qualité de propriétaire peut encourir à l'égard des locataires pour des dommages matériels causés à leurs biens par suite de vice de construction ou à défaut d'entretien de l'immeuble ainsi que les dommages immatériels qui en sont la conséquence.

Cette garantie s'étend aux frais de déplacement et de relogement tels que définis ci-dessus que seraient amenés à exposer les locataires atteints par le sinistre, sans pouvoir dépasser une durée maximum de 12 mois.

### **3.5 Responsabilité "Trouble de Jouissance "**

La responsabilité de l'Assuré, propriétaire, pour les dommages matériels occasionnés à un ou plusieurs colocataires et pour les dommages immatériels qui en sont la conséquence.

## **Autres responsabilités de l'Assuré**

### **3.6 Responsabilité de l'assuré locateur d'ouvrage ou du dépositaire de biens immobiliers à l'égard du propriétaire de ces biens**

La responsabilité que l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de dépositaire, peut encourir à l'égard des propriétaires du mobilier, des matériels des marchandises ou des

véhicules qui lui ont été confiés ou qu'il a reçu en dépôt pour des dommages matériels non exclus causés à ces biens.

### **3.7 Responsabilité "propriétaire d'immeubles "**

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, quel qu'en soit le fondement juridique, en raison de dommages causés aux tiers du fait des biens assurés ou en sa qualité assimilée de propriétaire d'immeubles en vertu d'un quelconque engagement contractuel.

**3.8 La responsabilité que l'Assuré peut encourir à l'égard des voisins et tiers** La responsabilité que l'Assuré peut encourir à l'égard des voisins et tiers pour les dommages matériels survenus dans les biens objets du contrat (assurés ou non) et les dommages immatériels consécutifs.

## **Article 4 – Exclusions spécifiques**

**Sont exclus :**

- 4.1. Les dommages occasionnés par les inondations, les tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes**, sauf en cas de Catastrophe Naturelle.
- 4.2. Le vol des objets assurés survenus pendant un incendie, la preuve du vol étant à la charge de l'Assureur**, sauf ce qui est dit à l'article 1.10. du présent chapitre et au chapitre 3.
- 4.3. Les destructions d'espèces monnayées, de titres de toute nature et de billets de banque**, sauf ce qui est dit au chapitre 3.
- 4.4. Les dommages aux véhicules immatriculés soumis à l'obligation d'assurance dont l'Assuré est propriétaire ou locataire**, sauf convention contraire aux Conditions Particulières.
- 4.5. Les ouvrages provisoires, engins et installations de chantier, matériels, matériaux et autres fournitures sur chantier.**
- 4.6. Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir, même à l'occasion d'un événement garanti au titre du présent contrat, pour des dommages causés aux voisins ou aux tiers par émission, dispersion, rejet ou dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse polluant le sol, l'atmosphère, les eaux, y compris la nappe phréatique, la flore et la faune.**
- 4.7. Pour les dommages électriques, les dommages :**
  - a) aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toutes natures, aux tubes électroniques ;
  - b) aux moteurs par une explosion prenant naissance à l'intérieur de ces biens;
  - c) causés par l'usure ou un dysfonctionnement mécanique quelconque n'entraînant pas de dommages électriques.

**4.8. Pour les tempêtes, grêle et neige sur les toitures :**

- a) **les dommages résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien indispensable incombant à l'Assuré (tant avant qu'après sinistre) s'il n'a pas pris les dispositions pour y remédier dans un délai de 45 jours à compter de celui où il en a eu connaissance, sauf cas de force majeure ;**
- b) **les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts, et à leur contenu ;**
- c) **les dommages aux bâtiments suivants et à leur contenu :**
  - **bâtiments dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, des plaques de toute nature non posées et non fixées selon les règles de l'art ;**
  - **bâtiments clos au moyen de bâches ou dont la construction ou la couverture comporte, pour plus de 10%, des matériaux tels que carton ou feutre bitumé, toile ou papier goudronné, feuille ou film de matière plastique non fixés sur panneaux ou voligeages jointifs selon les règles de l'art ;**

Toutefois, restent couverts les dommages aux bâtiments et à leur contenu occasionnés par le poids de la neige, de la glace ou de l'eau, accumulées sur les toitures ou par la grêle sur les toitures dans le cas de bâtiments dont seuls les murs comporteraient des matériaux visés ci-dessus ;

- d) **les dommages occasionnés aux éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture (tels que vitres, vitrages, vitraux, glaces, châssis, vérandas, marquises, serres), sauf ce qui est dit au chapitre 4 ;**

Toutefois, le bris des éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture est couvert lorsqu'il est la conséquence de la destruction partielle ou totale du reste des bâtiments ;

- e) **Les dommages aux mobiliers, matériels et marchandises se trouvant en plein air.**  
Sont toutefois garantis les installations et matériels conçus pour fonctionner ou être utilisés de manière normale et habituelle en plein air.

#### **4.9. Pour le choc d'un véhicule terrestre, les dommages :**

- a) **occasionnés par tout véhicule dont l'Assuré est propriétaire ou usager ;**
- b) **subis par tout véhicule et son contenu.**

#### **4.10. Pour les dégâts des eaux et le gel :**

- a) **les dommages causés aux châteaux, aux conduites d'évacuation d'eaux pluviales, aux appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage et aux conduites ;**

Toutefois les appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage, l'installation d'extincteurs automatiques et de robinets incendie armés (R.I.A.) et les conduites sont couverts en cas de gel ;

- b) **les réparations des toitures, terrasses, balcons et ciels vitrés ;**
- c) **les dommages causés par suite d'effondrement, d'affaissement ou de glissement de terrain, sauf ce qui est dit au chapitre 5 "Autres dommages".**

## Chapitre 2 – Bris de Machines et de Biens Informatiques

### Article 5 – Garantie des biens

La garantie s'applique à tous bris, destruction, vol ou perte, atteignant les biens assurés et ce, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Par biens assurés, il faut entendre les appareils, machines, matériels, équipements et installations techniques diverses nécessaires aux activités de l'Assuré, ainsi que l'ensemble et la généralité des matériels informatiques, télématiques, bureautiques, électriques ou électroniques, y compris les installations périphériques nécessaires au fonctionnement des différents appareils ou du réseau, les supports informatiques (disques, cartouches, bandes magnétiques, etc.) et les progiciels, logiciels, les matériels portables et leurs équipements. Pour l'ensemble de la présente police, les tablettes tactiles sont considérées comme des « matériels portables » et sont donc garanties à ce titre.

LA PRESENTE DESCRIPTION FOURNIE, A TITRE PUREMENT INDICATIF, N'EST AUCUNEMENT LIMITATIVE ET NE POURRA DE CE FAIT JAMAIS ETRE OPPOSEE A L'ASSURE.

Les biens sont garantis lorsqu'ils sont en activité, au repos, à l'occasion des opérations de montage, démontage, manutention et de déplacement dans l'enceinte des établissements de l'Assuré.

Ils sont également garantis à l'occasion des transports et déplacements hors de l'enceinte des établissements de l'Assuré à concurrence du capital indiqué aux Conditions Particulières.

La garantie comprend d'office les frais indiqués à l'article 2.3 paragraphes a) à e) ci-avant, ainsi que :

- les pertes financières occasionnées par le coût des produits extincteurs utilisés lors du sinistre (gaz, eau et produits émulseurs, etc) ;
- les pertes financières occasionnées par le remplacement des fluides (thermiques, de réfrigération, hydrauliques, ...).

### Article 6 – Garantie des frais indirects

#### 6.1. Définition

Par frais assurés, il faut entendre :

- les frais de reconstitution dans l'état antérieur au sinistre des informations qui sont mémorisées sur les supports (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, etc.) directement utilisables sous cette forme par les matériels assurés ;
- les frais supplémentaires d'exploitation engagés pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens assurés ;  
Ces frais supplémentaires consistent notamment en frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement, de location, d'utilisation de biens et services de remplacement provisoire ou de secours ;

- les intérêts de découverts bancaires lorsque l'Assuré est dans l'impossibilité d'effectuer ses opérations de facturation et de relance sur facturation déjà réalisée et que cette impossibilité le met dans l'obligation de négocier un ou des découverts bancaires ;
- les frais d'adaptation de logiciels et de formation de personnel : cette garantie s'applique en cas de sinistre, aux frais d'adaptation de logiciel et / ou progiciels et de formation du personnel (tant sur le logiciel que sur le matériel) qu'entraînerait un changement de matériel consécutif à un sinistre.

## **6.2. Période d'indemnisation**

La période d'indemnisation s'étend du jour du sinistre jusqu'au jour du retour à un niveau d'exploitation aussi proche que possible d'un fonctionnement normal.

Cette période qui peut s'étendre au-delà de la date d'expiration du présent contrat est limitée à deux ans à compter du jour du sinistre ; la limite est ramenée à six mois pour l'indemnisation des intérêts de découverts bancaires.

## **6.3. Etendue de l'assurance**

La garantie s'applique au paiement des frais exposés à la suite de tous bris, destruction, vol ou perte atteignant les biens indiqués à l'article 5, ainsi que d'une carence accidentelle de courant électrique.

# **Article 7 – Mesures spécifiques aux frais indirects**

## **7.1. Mesures applicables à tous les frais**

Le montant de l'indemnité est égal au montant des frais réellement engagés (ou des intérêts de découverts payés), sans pouvoir excéder le capital indiqué aux Conditions Particulières. Le paiement de l'indemnité est effectué sur justificatifs.

## **7.2. Mesures spécifiques aux frais de reconstitution des informations**

Les frais garantis comprennent en cas d'adaptation nécessaire suite au sinistre, les frais d'étude, d'analyse et de programmation.

Si la remise en état n'est pas nécessaire ou si elle ne se produit pas dans le délai de deux ans à compter du jour du sinistre, les frais de remise en état des matériaux ou de remplacement des supports d'information sont seuls remboursés au titre de la garantie de l'article 5.

## **7.3. Mesures spécifiques aux frais supplémentaires d'exploitation**

L'Assureur garantit, pendant la période d'indemnisation, le remboursement à l'Assuré des frais supplémentaires réellement engagés en accord avec l'Assureur.

## **7.4. Mesures spécifiques aux intérêts de découverts bancaires**

Le capital négocié en découvert par l'Assuré ne peut être supérieur au capital de facturation réalisé pendant la période de référence correspondante au cours de l'exercice précédent ; il sera néanmoins tenu compte de la tendance de l'activité de l'Assuré ; le taux ne pourra en aucun cas excéder le taux maximum autorisé par la Loi ou les Règlements en vigueur.

## **7.5. Mesures spécifiques aux frais d'adaptation des logiciels et de formation du personnel**

Cette garantie est acquise en cas de sinistre total garanti et sous réserve que le matériel détruit ne soit plus fabriqué ou ne soit plus disponible sur le marché.

## **Article 8 – Exclusions spécifiques**

**Sont exclus :**

**8.1. Les dommages couverts au titre du chapitre 1, sauf :**

- pour la garantie des pénalités E.J.P. et la garantie des frais indirects ;
- pour les dommages électriques pour lesquels la garantie Bris de Machine intervient en complément de celle de l'article 1.4. s'il s'agit d'un sinistre également couvert à ce titre.

**8.2. Les dommages résultant de vices, défauts, imperfections qui existaient à la souscription du contrat et qui étaient connus de l'Assuré.**

**8.3. Les dommages survenus après une détérioration et avant l'exécution des réparations au cas où le bien assuré continuerait à être exploité.**

**8.4. Les dommages provenant directement ou indirectement de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires.**

**8.5. Les dommages aux outils, c'est à dire les parties ou éléments des biens assurés, considérés comme pièces d'usure ou nécessitant par leur fonction un remplacement fréquent ou périodique :**

- sauf s'ils sont dus à un bris extérieur ;
- ou bien que, non endommagés, leur remplacement est nécessaire à la réparation de dommages garantis causés à d'autres parties du bien assuré.

**8.6. Les dommages consécutifs à l'usure normale et prévisible quelle qu'en soit l'origine (mécanique, thermique ou chimique), ainsi qu'à l'effet prolongé de l'exploitation (oxydation, corrosion, rouille, encrassement, entartrement).**

Toutefois, dans le cas où un tel dommage pourrait entraîner sur le même bien le bris, la destruction ou la perte, soudains et fortuits, d'éléments voisins ou d'autres parties en bon état, la garantie reste acquise en ce qui concerne les dommages atteignant ces éléments ou parties.

**8.7. Les dommages d'ordre esthétique tels que rayures, égratignures, écailllements.**

**8.8. Les dommages occasionnés par les tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, sauf en cas de Catastrophe Naturelle.**

**8.9. Les dommages entrant dans le cadre des garanties légales ou contractuelles dont l'Assuré pourrait se prévaloir auprès des constructeurs, vendeurs, bailleurs, monteurs (contrat de vente, location, maintenance, entretien),**

sauf :

- dans l'hypothèse où ceux-ci refusent leur garantie, le contrat produit alors ses effets dans la limite des risques assurés, l'Assureur se réservant après paiement de l'indemnité, le droit d'exercer le recours s'il y a lieu ;
- en cas d'insuffisance des garanties légales ou contractuelles.

**8.10. Les pertes de marché, de clientèle, de chiffre d'affaires, de bénéfice ou d'exploitation.**

### Article 9 – Garantie des biens et archives

#### **9.1. Objet de la garantie**

La garantie porte sur :

- le contenu tel que défini au 2.3. ci-avant ;
- les détériorations immobilières et mobilières y compris les installations d'alarme ainsi que les frais engagés pour pallier temporairement l'insuffisance de protection par un service de gardiennage ou par la clôture des locaux ;
- La perte d'usage et la perte des loyers et charges lorsqu'elles sont consécutives aux détériorations ;
- les frais de reconstitution d'archives et de documents tels que définis au 2.6. ci-avant.

La garantie comprend d'office les frais indiqués aux articles 2.1. Paragraphes a) à f), 2.3. Paragraphes a) à e).

#### **9.2. Evénements assurés**

La garantie s'applique à la disparition, détérioration, destruction des biens définis ci-dessus par suite de vol ou tentative de vol :

- a) commis avec effraction, escalade ou usage de fausse clés ;
- b) commis sans effraction, escalade, ni usage de fausses clés, lorsqu'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement, c'est-à-dire à l'insu de celui qui occupe les lieux, dans les locaux où se trouvent les biens assurés ;
- c) précédé, accompagné ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violence ou de menaces dûment établies sur une personne physique.

Dans les circonstances définies aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, sont également couverts les vols commis à la suite d'incendie, d'explosion ou autres événements couverts au Chapitre 1.

### Article 10 – Garantie des fonds et valeurs

#### **10.1. Objet de la garantie**

Il faut entendre par fonds et valeurs, les espèces monnayées, lingots, billets de banque, timbres postaux et fiscaux, chèques, connaissements, effets de commerce, titres, obligations, actions, mandats postaux ou télégraphiques et toutes valeurs similaires dont la détention correspond à l'usage de la profession, ou aux activités sociales du Comité d'Entreprise (titres de restauration, bons d'achat au porteur, chèques-vacances, ...).

#### **10.2. Evénements assurés**

La garantie s'applique à la disparition, détérioration, destruction des biens définis ci-dessus, dans les circonstances suivantes :

- a) Effraction ou enlèvement dans les locaux

Les fonds et valeurs sont assurés par suite d'effraction, d'enlèvement des chambres fortes, coffres forts, meubles, tiroirs caisses, ou généralement par tout moyen d'extraction du contenu, commis par une personne ayant pénétré dans les locaux par l'un ou l'autre des moyens suivants : effraction, escalade, usage de fausses clés ou introduction clandestine ou maintien clandestin.

Est également garantie la destruction de ces valeurs pour quelque cause que ce soit, y compris par incendie ou explosion, ou autres événements couverts au chapitre 1.

b) Agression dans les locaux

Les fonds et valeurs sont assurés par suite de vol précédé, accompagné ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, de violences ou de menaces dûment établies sur la personne de l'Assuré, d'un membre de sa famille, d'un préposé ou de toute autre personne se trouvant dans les lieux.

c) Transport hors locaux

Les fonds et valeurs sont assurés pendant la durée de leur transport par suite de :

- vol avec meurtre ou tentative de meurtre, violence ou menaces dûment établies sur la personne de l'Assuré ou de ses préposés qui effectuent le transport ;
- perte par cas de force majeure subie par ces mêmes personnes.

La garantie s'exerce pendant le temps où la personne chargée du transport détient les valeurs assurées, depuis le moment où elle les prend en charge pour les transporter, jusqu'au moment où elle les dépose entre les mains de la personne habilitée à les recevoir.

Elle s'applique en cours de circulation à l'intérieur de l'établissement de l'Assuré y compris le temps nécessaire au retrait et au dépôt des valeurs assurées.

## Article 11 – Obligation de sécurité

L'Assuré doit entretenir et utiliser tous les moyens de fermeture, d'alarme et de protection, respecter les modes de surveillance et de gardiennage.

Il s'oblige à prendre tous les soins nécessaires à la sauvegarde et à la sécurité des biens assurés et à agir avec autant de prudence et en s'entourant des mêmes garanties que s'il n'était pas assuré.

Lorsque les locaux renfermant les biens assurés sont fermés pendant plus de 90 jours au cours d'une même année d'assurance, en une ou plusieurs périodes, **l'effet de la garantie est suspendu de plein droit, sauf convention contraire, à partir du 91<sup>ème</sup> jour à midi jusqu'au terme de l'année d'assurance.**

Les périodes d'ouverture n'excédant pas trois jours ne sont pas considérées comme interrompant la fermeture, de même que les périodes de fermeture de trois jours au plus n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination de la durée totale de la fermeture annuelle.

## Article 12 – Exclusions spécifiques

**Sont exclus :**



- 12.1. Les vols atteignant les biens relevant de la garantie du chapitre 2 Bris de Machines et de Biens Informatiques, lorsque cette garantie est souscrite aux Conditions Particulières.**
- 12.2. Les vols commis par les membres de la famille de l'Assuré ou du responsable de l'établissement visés à l'article 380 du Code Pénal ou avec leur complicité.**
- 12.3. Les vols commis pendant les heures de travail par les préposés de l'Assuré et par toute personne chargée de la surveillance des locaux ou du transport des fonds et valeurs (ou avec leur complicité), sauf ce qui est dit pour le vol des fonds et valeurs lors des transports hors locaux, ainsi que pour la garantie des loyers et charges.**
- 12.4. Les vols du contenu des chambres fortes, coffres forts, meubles, tiroirs caisses, commis en faisant usage de vraies clés, sauf si elles ont été dérobées sur le détenteur des clés.**
- 12.5. Les fonds et valeurs correspondant à des demandes de rançon qui, pour satisfaire aux exigences des malfaiteurs, seraient apportés de l'extérieur des locaux dans lesquels l'agression a eu lieu.**
- 12.6. Les vols survenus par le fait ou avec la complicité des porteurs des valeurs assurées.**
- 12.7. Les vols et pertes lors des transports effectués par des personnes étrangères à l'entreprise.**

### Article 13 – Etendue de la garantie

La garantie s'applique au bris des objets ci-après :

- les objets en glace, verre ou matière plastique tels que vitrines, devantures, présentoirs, baies vitrées, portes, tambours d'entrée, fenêtres, impostes, vitres, vitrages, vitraux, vérandas, marquises, serres, aérateurs, tables, tablettes, briques et pavés ;
- les objets en marbre ;
- les dispositifs de fermeture des portes, les façonnages, les produits antisolaires, lorsque leur destruction est la conséquence du bris de l'objet les supportant ;
- les inscriptions, décorations, gravures, lettres ou attributs peints ou appliqués dans la mesure où leur destruction est la conséquence du bris de l'objet sur lesquels ils sont réalisés ;
- les parties vitrées des garde-corps et séparation de balcons ;
- les enseignes lumineuses.

La garantie est étendue :

- aux dommages subis par les bâtiments, mobiliers, matériels et marchandises et causés par un bris de glaces garanti ;
- aux frais de déplacement et remplacement du mobilier, du matériel et des marchandises nécessités par les réparations consécutives à un bris assuré ;
- aux frais de clôture provisoire et aux frais de gardiennage qui seraient nécessaires avant le remplacement ou la réparation d'un objet brisé assuré.

### Article 14 – Mesures spécifiques en cas de sinistre

L'Assureur peut, en accord avec l'Assuré, procéder, soit à la fourniture et à la pose d'un objet de même nature que celui qui a été brisé, soit au paiement entre les mains de l'Assuré du montant des dommages majorés des frais de transport et de miroiterie.

L'Assureur renonce à exercer un recours contre un client responsable d'un sinistre causé accidentellement et involontairement ; il conserve son droit de recours contre tout client qui aura causé un sinistre intentionnellement ou par malveillance.

### Article 15 – Exclusions spécifiques

**Sont exclus :**

**15.1. Les objets déjà brisés, cassés ou simplement fêlés.**

**15.2. Les dommages dus à la vétusté ou à un défaut d'entretien des enchâssements, encadrements ou soubassements.**

**15.3. Les bris survenus :**

- a) au cours de tous travaux (sauf ceux de simple nettoyage) effectués sur les objets assurés, leurs encadrements, soubassements, agencements ou clôtures ;**

**b) au cours de la dépose et repose, de l'entreposage ou du transport de ces objets.**

**15.4. La détérioration graduelle des inscriptions et accessoires (inscriptions, poignées, bandeaux,...), sauf si cette détérioration est la conséquence du bris des objets.**

**15.5. Les conséquences résultant, pour l'Assuré, de l'interruption, du trouble ou du retard que le dommage, ou sa réparation, pourrait lui apporter dans l'exercice de sa profession.**

### Article 16 – Etendue de la garantie

La garantie s'applique à tous les dommages et pertes, quelle que soit leur nature ou leur origine, survenant aux biens assurés (bâtiments, mobilier et matériels, marchandises, agencements et embellissements), lorsque ces dommages et pertes sont consécutifs à un événement non prévu par les autres garanties de la présente police Multirisque.

Pourront être ainsi couverts :

- L'effondrement total ou partiel, des fondations et soubassements, de la structure porteuse, des murs et de la toiture, compromettant la solidité des biens assurés ou nécessitant le remplacement ou la reconstruction des parties endommagées ;

Par effondrement de bâtiment, on entend le fait qu'il s'écroule sur lui-même totalement ou partiellement en raison de la chute ou du tassement de ses parties constitutives à savoir ses ouvrages de fondation, d'ossature, de clos et du couvert. Seuls sont garantis les sinistres dont le fait générateur trouve sa réalisation postérieurement à la prise d'effet de la garantie.

- Les coulées de terre, boue, poids de la neige contre les biens assurés, les chutes de pierre les endommageant ;
- Les dommages causés aux biens assurés par le débordement des rivières, cours d'eau et étendues d'eau.

### Article 17 – Exclusions spécifiques

**Sont exclus les dommages et pertes :**

**17.1. assurables au titre des autres garanties de la présente police ;**

**17.2. déjà exclus au titre de ces mêmes garanties ;**

**17.3. provenant de manquants constatés lors d'inventaires, de disparitions inexpliquées, de détournements, de falsifications, de fraudes ;**

**17.4. résultant d'un acte délictueux perpétré dans le cadre d'un système informatique ou en amont de celui-ci, sauf ce qui est dit à l'article 6.3 ci-avant ;**

**17.5. résultant d'un défaut de réparation indispensable connu de l'Assuré et auquel ce dernier n'aurait pas remédié, sauf cas de force majeure ;**

**17.6. causés par les animaux ;**

**17.7. dus à tout retard ou carence dans la fourniture de services extérieurs ;**

- 17.8. résultant de la mise sous séquestre, saisie ou embargo de quelque nature qu'ils soient ;**
- 17.9. causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente ;**
- 17.10. résultant directement de l'un des facteurs suivants : brouillard, humidité ou sécheresse de l'atmosphère, excès ou changement de température atmosphérique, vapeur émanant d'opérations industrielles ou agricoles, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat ;**
- 17.11. résultant de la perte de poids, l'évaporation, la corrosion, l'érosion, l'usure normale, la détérioration graduelle, l'entartrement, le pourrissement, la moisissure, le changement d'aspect, d'odeur ou de goût, à moins qu'il ne s'agisse de conséquences dues à des sinistres garantis par le présent contrat ;**
- 17.12. causés aux matériels en cours de montage, d'essai, de démontage ou d'installation ;**
- 17.13. causés aux biens en cours de transport, sauf à l'intérieur des établissements ou s'exerce la présente assurance, ou dans un rayon de 200 mètres alentour de ces établissements ;**
- 17.14. résultant d'effondrement :**
- **de constructions à caractère provisoire, de structures gonflables ou de chapiteaux ;**
  - **de bâtiments dont la vétusté est à dire d'expert supérieure à 50% ;**
  - **les tassements, fissurations, gonflements, expositions ou contractions normales des constructions ne sont pas considérés comme effondrement ;**
- 17.15. relevant en France des assurances obligatoires Responsabilité Civile Décennale et Dommages-Ouvrage.**

### Article 18 – Objet et fonctionnement de la garantie

Conformément à l'Article 1<sup>er</sup> (1<sup>er</sup> alinéa) de la Loi n° 82-600 du 13 Juillet 1982, les dispositions ci-après sont applicables de plein droit au contrat d'assurance ; la garantie s'applique en France Métropolitaine et Départements d'Outre-Mer conformément à la Loi du 13 juillet 1992 et aux textes subséquents.

#### **18.1 Objet de la garantie**

La présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré, la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, ainsi que le paiement des pertes et frais consécutifs.

#### **18.2. Mise en jeu de la garantie**

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté interministériel ayant constaté l'état de "Catastrophe Naturelle".

#### **18.3. Etendue de la garantie**

La garantie couvre :

- le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque ;
- les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'entreprise, dans les limites et aux conditions fixées par le contrat pour le risque principal, telles qu'elles existaient lors de la première manifestation du risque.

#### **18.4. Franchise**

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre.

Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est conforme aux dispositions juridiques en vigueur.

En cas d'événement touchant plusieurs bâtiments, il sera fait application d'une franchise pour l'ensemble du sinistre.

#### **18.5. Obligation de l'Assuré**

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les 10 jours suivant la publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle".

Quand plusieurs assurances contractées par l'Assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'Assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux Assureurs intéressés.

Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'Assureur de son choix.

#### **18.6. Obligation de l'Assureur**

L'Assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'Assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'Arrêté interministériel constatant l'état de "Catastrophe Naturelle" lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'Assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

### **Article 19 – Garantie des honoraires d'experts**

La garantie s'applique en cas de sinistre relevant des chapitres 1 à 6 (y compris dans l'hypothèse où un sinistre se révèle, après expertise, inférieur au montant de la franchise) au remboursement des frais et honoraires payés par l'Assuré à l'expert qu'il a choisi.

Le montant de ce remboursement ne peut excéder :

- ni le montant des honoraires résultant de l'application du Barème professionnel ;
- ni le montant des honoraires réellement payés si ces derniers sont inférieurs à ceux résultant du Barème.

### **Article 20 – Garantie des pertes de recettes et/ou frais supplémentaires d'exploitation**

Les Assureurs garantissent le remboursement des frais supplémentaires réellement exposés en accord avec eux pour compenser les conséquences :

- d'un dommage matériel garanti ;
- de l'interdiction d'accéder aux locaux suite à un dommage ou menace de dommage se produisant dans les biens assurés ou dans leur voisinage.

Les frais supplémentaires consisteront notamment :

- en frais de location de matériels de remplacement ;
- en frais supplémentaires de main d'œuvre (tels que heures supplémentaires, heures de nuit ou jours fériés, indemnités de repas, de déplacement, de transport) concernant le personnel de l'Assuré, ou dont il est commettant, appelé à travailler dans des conditions différentes de la normale, à la suite du sinistre ;
- en frais de location de locaux pour abriter le personnel, le matériel et les documents à l'extérieur des locaux assurés à la suite d'un sinistre ;
- en frais de transport, de déménagement ou de livraison inhérents ;
- en frais éventuels de travaux à façon, effectués hors des locaux de l'Assuré ;
- en tous autres frais, sans qu'ils soient plus expressément désignés, réellement exposés pour la poursuite des activités de l'Assuré et pour assumer le service public dont il a la charge.

La présente extension de garantie est accordée pendant la période d'indemnisation de 24 mois.

Cette garantie se cumule avec les pertes indirectes forfaitaires et autres frais et pertes.

### **Article 21 – Définitions**

#### **21.1. Surface**

Celle correspondant à la surface au sol de chaque étage, les combles, les greniers et sous-sols étant compris pour moitié ou celle de la surface habitable.



Pour le calcul des surfaces l'Assureur accorde à l'Assuré une tolérance de 10%.

### **21.2. Etablissement**

Un risque ou un ensemble de risques appartenant au même propriétaire, concourant à la même exploitation et réunis dans un même enclos ou groupés dans des conditions telles qu'aucun des bâtiments composant l'établissement ne soit séparé du bâtiment le plus voisin par une distance supérieure à 200 mètres.

Pour les tempêtes, grêles et neige sur les toitures sont considérés comme constituant un seul et même sinistre les dommages survenus dans les **72 heures** qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

## **Article 22 – Exclusions communes**

**Sont exclus :**

**22.1 Les dommages corporels, c'est-à-dire l'atteinte à l'intégrité physique des personnes** à l'exclusion de ceux indiqués au titre des garanties de responsabilités assurées.

**22.2. Les dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ou avec sa complicité ainsi que par les mandataires sociaux de l'Assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.**

**22.3. Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :**

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
- tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappent directement une installation nucléaire.

**22.4. Les amendes.**

**22.5. Les dommages occasionnés par un des événements suivants :**

- a) la guerre étrangère ;
- b) la guerre civile.

**Pour l'événement prévu au § a, il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que celui de guerre étrangère ; pour les événements prévus au § b, il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces événements.**

## **Article 23 – Estimation après sinistre des biens assurés**

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré ; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne peut être considérée comme une preuve de l'existence et de la valeur au jour du sinistre, des biens endommagés ; l'Assuré est tenu de rapporter cette preuve par tous les moyens et documents et de justifier de la réalité et de l'importance du dommage.

Dans tous les cas, le règlement intervient :

- sous déduction de la franchise prévue aux Conditions Particulières ;
- T.T.C. si l'Assuré ne récupère pas la T.V.A.

### **23.1. Les bâtiments, mobilier, matériels**

#### **23.1.1. Règle générale**

Ces biens sont estimés sur la base d'une valeur à neuf égale à leur valeur de reconstitution (reconstruction ou remplacement) au jour du sinistre, sans toutefois pouvoir dépasser la "valeur d'usage" définie ci-après, majorée du tiers de la valeur de reconstitution à neuf.

La valeur d'usage d'un bâtiment est égale à sa valeur de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite, honoraires d'architecte compris.

La valeur d'usage des mobiliers et matériels est égale à leur valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite, par un mobilier ou un matériel d'état ou de rendement identique y compris, s'il y a lieu, les frais de transport et d'installation.

L'indemnisation en "Valeur à Neuf" n'est due que si la reconstitution est effectuée, sauf impossibilité absolue, dans un délai de **3 ans** à partir de la date de la clôture de l'expertise.

La reconstitution peut s'effectuer en tous lieux dans l'un des Etats de la Communauté Européenne et en Suisse, mais aucune modification importante ne peut être apportée à la destination initiale des locaux détruits.

En ce qui concerne les matériels et machines, si, au moment du sinistre, ceux-ci n'existent plus dans le catalogue du constructeur vendeur, l'indemnisation s'effectue sur la base de matériels ou machines existant les plus équivalents.

Le montant de la différence entre l'indemnité en "Valeur à Neuf" et l'indemnité correspondante en "Valeur d'Usage" n'est payé qu'après reconstitution (sur justification de l'exécution par la production de mémoires ou factures).

L'indemnité en "Valeur à Neuf" est limitée, en tout état de cause, au montant des travaux et dépenses figurant sur les factures produites par l'Assuré, étant bien entendu que le montant de l'indemnité n'est pas inférieur à la valeur d'usage fixée par expertise.

#### **23.1.2. Clause de conversion**

L'Assuré peut, après sinistre, opter pour certains biens de son choix, garantis en valeur à neuf, pour une indemnisation en valeur d'usage augmentée d'un pourcentage fixé conventionnellement et forfaitairement à 20% de ladite indemnité en valeur d'usage, sous réserve :

- qu'il abandonne pour ces dits biens sa réclamation en valeur à neuf ;
- que l'indemnité en résultant (valeur d'usage + 20%) pour ces dits biens n'excède pas celle qui aurait été obtenue sur la base de la valeur à neuf.

La présente disposition ne fait pas échec à la garantie des pertes indirectes prévue au chapitre 1 ci-avant.

### 23.1.3. Cas particuliers

- Bâtiments construits sur le terrain d'autrui

L'indemnité est toujours payée à l'Assuré ; elle est calculée comme s'il était propriétaire du fonds et ce, que les bâtiments soient reconstruits ou non.

- Bâtiments frappés d'expropriation ou destinés à la démolition

En cas d'expropriation des biens assurés et de transfert de contrat à l'autorité expropriante, l'indemnité est limitée à la valeur des matériaux évalués comme matériaux de démolition.

La même limitation est applicable aux bâtiments destinés à la démolition.

Après un dommage garanti par le présent contrat, en cas d'impossibilité légale, administrative ou réglementaire de reconstruction, l'indemnité est fixée au niveau le plus élevé des deux possibilités suivantes :

- soit en valeur à neuf comme indiquée ci-avant, bien que l'Assuré ne puisse fournir les justificatifs de reconstruction ou remplacement,
- soit le capital non amorti du contrat global de financement augmenté des frais et indemnités de résiliation dudit contrat.

Dans le cas où le contrat de financement ne porte que sur un pourcentage de travaux réalisés par le preneur de crédit-bail :

- le pourcentage financé en crédit-bail est indemnisé comme il est dit ci-avant avec la possibilité de choix,
- le pourcentage non financé en crédit-bail par le Souscripteur est indemnisé en valeur à neuf sans obligation de justificatifs.

En cas d'impossibilité partielle de reconstruction, la règle du choix ne porte que sur la partie "inconstructible".

- Matériels informatiques et de bureautique

A la condition d'être remplacés après sinistre, ces biens sont toujours indemnisés en valeur à neuf, sans abattement pour vétusté, durant les cinq premières années suivant leur première mise en service.

Au-delà de cette durée, l'Assuré peut opter :

- soit pour une indemnisation sur la base d'une valeur préalablement agréée par l'Assureur ;
- soit pour une indemnisation à dire d'experts.

- Matériels autres qu'informatiques et de bureautique

Lorsqu'ils subissent un dommage relevant du chapitre 2 ci-avant, ces matériels sont indemnisés comme suit :

- en cas de sinistre total, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est supérieur ou égal à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur d'usage diminuée du montant de la franchise et du sauvetage ;
- en cas de sinistre partiel, c'est-à-dire d'un sinistre dont le montant des frais de réparation est inférieur à la valeur d'usage du bien sinistré, en valeur à neuf (donc sans application de vétusté), diminuée du montant de la franchise et du sauvetage.

- Biens qui ne sont jamais indemnisés en valeur à neuf

L'assurance "valeur à neuf" ne porte en aucun cas sur le linge, les effets d'habillement, les véhicules à moteur, les objets dont la valeur n'est pas réduite par leur ancienneté (notamment bijoux, pierreries, perles fines, dentelles, statues, tableaux de valeur, collections d'objets rares et précieux).

Elle ne porte pas non plus sur les machines, appareils, canalisations électriques et leurs accessoires, lorsque ces biens subissent un dommage électrique ; les matériels informatiques et de bureautiques restent cependant indemnisés comme indiqué ci-dessus.

### **23.2. Les marchandises**

- Les matières premières, emballages et approvisionnements sont estimés d'après leur prix d'achat apprécié au dernier cours précédant le sinistre, frais de transport et de manutention compris ;
- Ces modes d'évaluation ne s'appliquent pas aux produits présentant un caractère de « rebut ».

### **23.3. Les titres, les valeurs, les pièces et lingots de métaux précieux**

Ces biens sont estimés à leur dernier cours précédant le sinistre.

### **23.4. Les effets de commerce**

Ceux-ci sont estimés à leur coût de reconstitution.

L'indemnité n'est réglée qu'au fur et à mesure de cette reconstitution et sur production de mémoires dûment vérifiés.

Ne donnent lieu à indemnité que les frais afférents aux opérations de reconstitution terminées dans un délai de deux ans à partir de la date du sinistre, sauf impossibilité matérielle justifiée avant l'expiration de ce délai.

Cependant l'Assureur indemnise l'Assuré de la perte subie dans la limite de la valeur nominale de chaque effet de commerce, lorsque :

- le tiré et ses avalistes deviennent insolvable en tout ou partie entre la date à laquelle l'effet de commerce vient à échéance et la date de sa reconstitution ;
- l'impossibilité de reconstitution est dûment établie ;
- l'effet de commerce volé est payé avant opposition, à son échéance, par des débiteurs de bonne foi.

### **23.5. Les archives**

L'Assureur indemnise la perte consécutive au coût de reconstitution des supports non informatiques d'informations.

On désigne par "coût de reconstitution" les frais effectivement engagés aux fins suivantes :

- la reconstitution ou le remplacement des supports matériels (papiers, plastiques, films, bois, métaux, ...) ;
- la reconstitution (conception, étude, etc) de l'information ;
- le report de l'information ainsi reconstituée sur un support matériel identique ou équivalent à celui qui a été endommagé ou détruit.

L'indemnité est réglée au fur et à mesure de cette reconstitution sur présentation de justificatifs.

## **Article 24 – Expertise – sauvetage**

Préalable : l'Assureur communique à l'Assuré les informations relatives aux réseaux d'experts à disposition de ce dernier.

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert ; un changement est possible en cours de procédure d'expertise (réorientation en fonction de la nature du sinistre, de son montant, par exemple).

Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert.

Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit.

Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le Souscripteur du contrat.

L'Assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis.

Le sauvetage endommagé, comme le sauvetage intact, reste sa propriété même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation du sauvetage, chacune des parties peut demander, par simple requête au Président du Tribunal de Grande Instance ou du Tribunal de Commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à cette estimation.

## **Article 25 – Obligations de l'Assuré en cas de sinistre**

En cas de sinistre, l'Assuré doit :

### **25.1.Déclarer le sinistre à l'Assureur par écrit ou verbalement contre récépissé.**

Cette déclaration doit être faite, sauf cas fortuit ou de force majeure, dans les trente jours où son service "assurances" en a eu connaissance ; les dispositions relatives au chapitre 6 "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

En cas de mise en jeu de la garantie Vol (chapitre 3), la déclaration à l'Assureur doit être faite dans les deux jours ouvrés ; en outre, l'Assuré doit en cas de mise en jeu de la garantie Vol, dans le même délai, aviser le commissariat de police ou la gendarmerie de la localité.

- 25.2.** Prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance, sauvegarder les biens garantis et le cas échéant récupérer les biens volés ou détournés.
- 25.3.** Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres Assureurs.
- 25.4.** Fournir à l'Assureur un état des pertes, c'est à dire, un état estimatif détaillé, certifié sincère et signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés.
- 25.5.** Lors de mise en jeu de la garantie « tempête » et en cas de contestation, fournir, à titre de complément de preuve, une attestation de la station de météorologie nationale indiquant qu'au moment du sinistre, le vent atteignait ou dépassait 100 km/h.
- 25.6.** Communiquer sur simple demande de l'Assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise.
- 25.7.** Transmettre à l'Assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'Assuré.

## **Article 26 – Dispositions diverses**

### **26.1. Abrogation de la règle proportionnelle**

Les capitaux assurés au titre de chaque garantie sont indiqués aux Conditions Particulières et accordés avec abrogation de la Règle Proportionnelle de Capitaux.

### **26.2. Connaissance des risques par l'Assureur**

L'Assureur reconnaît avoir reçu tous les éléments d'information qui concourent à l'établissement de la présente police et des avenants ; il renonce donc à se prévaloir d'une non-dénomination quelconque dans la nature et la désignation des risques au jour du sinistre.

Si un tableau d'identification des risques assurés ou des plans sont annexés au présent contrat, ces éléments n'ont qu'un caractère indicatif.

Les inventaires des biens sujets à une quelconque dépréciation ne sont produits aux Assureurs qu'à titre de renseignements généraux et d'indication des existences au jour de l'Arrêté de ces inventaires, sans qu'en aucun cas les prix qui y figurent soient opposables à l'Assuré comme une présomption ou une preuve de la valeur des objets et marchandises qui y sont mentionnés.

### **26.3. Opération de travail par point chaud**

L'Assuré s'engage à ne faire procéder à aucune opération de soudage, de découpage ou autre travail quelconque à la flamme, quel qu'il soit, dans l'enceinte du ou des établissements assurés, dans les cours et dépendances et aux abords immédiats de ceux-ci, sans une autorisation écrite de lui-même ou d'une personne mandatée par lui, à moins qu'il ne s'agisse de postes de travail inhérents aux opérations de fabrication et d'entretien effectuées dans le cadre normal de ses activités industrielles ou commerciales ou de travaux effectués dans l'atelier d'entretien.

Cette autorisation écrite, type "Permis de Feu", pourra être signée par le Chef d'Entreprise ou son mandataire, par l'Agent veillant à la sécurité de l'opération et par l'opérateur.  
L'Assureur renonce à toute sanction pécuniaire.

#### **26.4. Acceptation par l'Assureur des clauses de renonciation à recours**

L'Assureur accepte les clauses de renonciation à recours (passées, présentes et futures) consenties par l'Assuré, à charge pour ce dernier, de les communiquer à l'Assureur en cas de sinistre ; il renonce également à recours contre les bénéficiaires.

Toutefois, si la responsabilité de l'auteur ou responsable de sinistre est assurée, l'Assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets.

#### **26.5. Assurance pour le compte de qui il appartiendra**

Cette assurance s'applique aux biens dont l'Assuré est dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

L'Assurance joue d'abord comme une assurance de responsabilité et, à défaut, comme une assurance de chose.

Toutefois lorsque les tiers sont eux-mêmes assurés pour ces biens ou objets, la présente assurance ne joue jamais en coassurance, mais en complément en cas d'insuffisance de garantie.

#### **26.6. Règlement des dommages et paiement des indemnités**

En cas de sinistre dont le montant est égal ou inférieur à 7.630 €, les indemnités complémentaires seront versées en même temps que l'indemnité principale.

L'assureur s'engage à payer l'Assuré dans le mois qui suit la remise par ce dernier d'un état provisoire des pertes.

En cas de sinistre couvert d'un montant estimatif supérieur à 7.630 €, l'Assureur s'engage à payer à l'Assuré, dans le mois qui suit la remise par ce dernier d'un état provisoire des pertes, un acompte de 40 % du montant de celui-ci.

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes définitif, l'expertise n'est pas terminée, l'Assuré a le droit de faire courir les intérêts par sommation ; si elle n'est pas terminée dans les six mois, une pénalité de 15% du montant du sinistre sera exigible auprès de l'Assureur par l'Assuré.

Le paiement des indemnités est effectué dans les trente jours à compter de l'accord amiable des parties ou de la décision devenue exécutoire.

Ce délai ne court que du jour où l'Assuré a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.  
Les dispositions du chapitre 6 "Catastrophes Naturelles" restent applicables.

#### **26.7. Garantie automatique des risques nouveaux**

Les augmentations de valeurs dues aux constructions, adjonctions, acquisitions ou locations de bâtiments, mobiliers personnels et matériels, aménagement et embellissements, marchandises qui pourraient intervenir pendant l'exercice en cours, sont garanties sans déclaration préalable.

Les risques nouveaux bénéficient donc de toutes les garanties du présent contrat, telles que mentionnées aux Conditions Particulières.

#### **26.8. Régularisation de la prime provisionnelle**

Lorsque suivant mention aux Conditions Particulières, une garantie est accordée à concurrence d'un capital révisable ou une prime est calculée sur la surface déclarée, la prime provisionnelle payée par l'Assuré est révisée en fin d'année d'assurance en fonction des déclarations faites par l'Assuré.

Celui-ci s'engage à faire connaître à l'Assureur le montant des existences ou surfaces à l'expiration de chaque période indiquée ; à défaut de déclaration, le plafond assuré ou la surface mentionnée aux Conditions Particulières est pris en considération.

L'Assureur détermine la moyenne arithmétique, base sur laquelle est calculée la prime due.

La différence entre la prime provisionnelle et la prime effectivement due est payée ou remboursée suivant décompte établi par avenant annuel de régularisation.

#### **26.9. Adaptation périodique**

La prime nette annuelle, ainsi que les capitaux évoluent strictement en fonction de l'indice indiqué aux Conditions Particulières.

Cette adaptation périodique est continue et en cas de sinistre les valeurs sont déterminées en fonction du dernier indice publié.

#### **26.10. Domiciliation**

L'Assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

#### **26.11. Compétence judiciaire**

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

#### **26.12. Faculté de résiliation**

Le contrat est conclu pour la durée fixée aux conditions particulières.

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée avant l'échéance de la prime et selon le préavis prévu aux conditions particulières.

L'assureur renonce à sa faculté de résiliation suite à sinistre.

#### **26.13. Paiement des primes**

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptants supporte un retard lié aux contraintes administratives.



### Article 1 – Etendue de la garantie

L'Assureur garantit le paiement à l'Assuré d'une indemnité correspondant à la valeur de tous liquides et gaz liquéfiés qui viendraient à s'échapper des récipients de stockage, des canalisations par suite notamment de :

- rupture, éclatement, bris ou fissuration desdits récipients et canalisations ;
- écroulement ou tassement des bâtiments renfermant lesdits récipients ou des charpentes desdits bâtiments ;
- maladresse, imprudence ou malveillance ;
- émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et sabotage.

Il faut entendre par :

- récipients de stockage : les citernes, réservoirs, bacs, cuves et foudres, tonneaux, fûts, tanks, cubitainers, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.
- canalisations : les conduites rigides et les tuyaux flexibles y rattachés, ainsi que leurs systèmes de fermeture et leurs autres accessoires.

La garantie est étendue aux dommages subis par les liquides assurés du fait du mélange involontaire résultant de fausse manœuvre, rupture de pièces, dérèglement imprévisible d'un mécanisme, etc., de deux ou plusieurs liquides de qualité ou de nature différente.

La garantie comprend d'office :

- Les frais exposés utilement lors d'un sinistre pour la sauvegarde des liquides assurés et ce, à concurrence de la valeur du sauvetage réalisé (transvasement dans un autre récipient des liquides non encore échappés d'un récipient détérioré, pompage des liquides déversés dans une fosse de récupération...).
- Les frais réellement exposés pour la recherche des fuites, la réparation ou le remplacement des canalisations, et d'une façon générale pour la remise en état des lieux.
- La location de cuves ou de récipients provisoires.
- Les dommages subis par les biens appartenant à l'Assuré ou confiés par les tiers.
- Les frais de nettoyage des biens, des sols et terrains de l'Assuré y compris la décontamination, l'élimination ou la destruction de tous produits toxiques ou contaminants ainsi que ceux exposés pour leur transfert jusqu'au lieu de stockage ou de traitement.

### Article 2 – Exclusions spécifiques

**Sont exclus :**

- 2.1. Les pertes dues à un événement couvert au titre des chapitres 1 et 3, car garanties au titre de ces mêmes chapitres ;**
- 2.2. L'oxydation lente, l'usure ou la vétusté des récipients de stockage ou des canalisations ;**
- 2.3. Les pertes consécutives à un manque de réparation indispensable incombant à l'Assuré (notamment après sinistre), sauf cas de force majeure ;**
- 2.4. Les pertes de liquides, autres que les fuites accidentelles, survenues au cours des opérations de transformation et de fabrication (sauf ce qui est dit au chapitre 2) ;**
- 2.5. Les pertes de liquides qui seraient contenus dans des récipients mobiles ;**
- 2.6. Les manquants divers dont l'origine ne serait pas établie et notamment la freinte (y compris l'évaporation) ;**
- 2.7. Tous dommages subis par les récipients de stockage et les canalisations, sauf ce qui est dit aux chapitres 1 et 2 et au paragraphe b) de l'article 18 ci-dessus ;**
- 2.8. Les pertes provenant de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu du règlement des douanes, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires ;**
- 2.9. Les pertes de marché, de clientèle, de bénéfice ou d'exploitation.**

## ***4. Annexes***

---

- **PARC IMMOBILIER**
- **STATISTIQUE SINISTRES**
- **CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES A REMPLIR**